



Faire de la transition énergétique une opportunité pour repenser la qualité paysagère et humaine des territoires

Intervention au colloque « Concrétiser la transition énergétique par le projet de paysage ? »

De la Chaire paysage et énergie, ENSP, 4 avril 2016

Présentation du Collectif Paysage de l'Après-Pétrole

Le Collectif Paysages de l'après-pétrole a pour objectif de redonner durablement à la question du paysage un rôle central dans les politiques d'aménagement du territoire, dans un contexte de transition énergétique et plus largement de transition vers un développement durable. Il s'agit de contribuer à la réussite de cette transition à partir d'approches paysagères ouvertes à la participation active des citoyens, et contribuant à des projets de territoire réinventant un art du bien vivre ensemble. Constitué en association, le Collectif Paysages de l'après-pétrole s'inscrit dans une démarche de progrès démocratique conduisant à un développement social, économique et écologique, dont le paysage est un vecteur privilégié.

Pourquoi parler des paysages de l'après-pétrole ?

Parce que l'engagement de freiner le réchauffement climatique à 2° pris lors de la COP21 oblige à réfléchir à une transition énergétique qui va concerner à la fois nos choix économiques, nos modes de vie et les paysages dans lesquels nous vivons. Comment anticiper ces évolutions plutôt que de les subir ?

Aujourd'hui, avec l'usage des énergies fossiles, avec des pouvoirs fragmentés guidés le plus souvent par de forts intérêts financiers, avec des initiatives juxtaposées, avec des savoir-faire spécialisés, la cohérence territoriale est mise à mal. Les moyens techniques et économiques considérables apportés par la révolution industrielle et une énergie pétrolière abondante ont permis de penser, à tort, qu'il était possible de s'affranchir des réalités du milieu. Ainsi la terre a été considérée comme un réservoir pour poser des lotissements, des zones commerciales, des zones d'activité, des zones de loisirs, des parkings, des ronds-points, des équipements épars, l'espace agricole a été remembré pour industrialiser les pratiques agricoles. Et cela en référence à des modèles et des normes très industrialisés et standardisés, tel un placage de modes d'urbanisation, d'aménagement et d'économie agricole faisant fi des singularités et des ressources locales, des spécificités géographiques, culturelles, paysagères et humaines.

Les conséquences visuelles sont une uniformisation et une banalisation des modes d'aménagement et de production qui créent une « souffrance paysagère » subie et sur laquelle le citoyen se sent impuissant.

Parler des paysages de l'après-pétrole c'est vouloir lutter contre les comportements de domination qui s'exercent sur les territoires, qu'ils soient économiques, financiers, intellectuels (pensée unique), individualistes, ainsi que contre les attitudes de prédation, de consumérisme effréné, et de manque d'empathie pour la nature et pour les autres. C'est remettre à l'honneur la notion de bien commun.

Pourquoi et comment réagir et anticiper les transformations pour agir sur le corps social et sur corps territorial

Qu'ils s'agissent de nos paysages de vie quotidienne, de ceux de nos déplacements, de notre travail, de nos loisirs, de nos lieux d'attachement, ils se réfèrent à des territoires singuliers qui ont une géographie, un socle morphologique et naturel façonné par une histoire avec des réalités sociales et économiques qui ensemble font les paysages d'aujourd'hui. Ils sont l'expression du rapport d'un corps social et d'un corps territorial qui leur sont propres, qui fait la « personnalité » de chaque territoire.

Comme nous venons de l'évoquer, avec l'ère du pétrole, de la mondialisation, de la mobilité, de la finance, de la spéculation de grands groupes économiques, beaucoup de territoires, à des degrés différents, ont subi des formes de défiguration et de dénaturation qui ont rompu la bonne harmonie du rapport entre corps social et corps territorial.

Au-delà de la partie visible que constituent les paysages, on connaît les graves conséquences de ces ruptures :

- une perte de biodiversité avec la prédation des écosystèmes, l'épuisement des ressources, et l'aggravation des risques naturels,
- une dégradation climatique avec l'effet de serre, le réchauffement climatique et des paroxysmes météorologiques qui lui sont liés,
- une dégradation sociale marquée un individualisme, un repli sur soi, et des cloisonnements de toute nature qui sont autant d'obstacles à une vitalité démocratique et à une foi dans l'avenir si nécessaire pour la vie des territoires.

C'est la santé du corps territorial et du corps social qui s'est détériorée. On le sait la dégradation de l'environnement comme la dégradation des valeurs humaines et éthiques sont intimement liées. Ainsi la dégradation sociale va souvent de pair avec une incohérence et une anarchie des lieux. Le territoire désordonné, banalisé, voire chaotique se révèle souvent facteur de mal être et terreau de violence.

L'encyclique « Laudato si » est probablement le texte le plus fort pour montrer les interactions des systèmes naturels entre eux et avec les systèmes sociaux, et elle insiste sur le fait qu'il est fondamental de promouvoir une écologie intégrale qui intègre les dimensions humaines et sociales.

Il est urgent de venir au chevet de ces phénomènes en les diagnostiquant et en traitant à la fois le corps territorial et le corps social qui sont très dépendants et qui agissent fortement en interaction.

La bonne santé d'un corps territorial, c'est un agencement équilibré et harmonieux de toutes les fonctions qui organisent la vie, en lien avec les caractéristiques et les ressources, propres à la

morphologie des lieux, aux richesses naturelles, environnementales et aux écosystèmes avec une capacité d'échanges équilibrés et équitables avec les autres territoires.

La bonne santé d'un corps social, c'est le vivre ensemble, le partage de projets en commun, l'attention portée aux biens communs, aux autres et aux plus démunis, la qualité des liens sociaux, la recherche de plus de justice et d'égalité, l'art de la sobriété et la lutte contre le gaspillage, l'ouverture au monde, le bien être pour tous.

C'est par une vision globale de l'espace que l'on peut améliorer l'harmonie des lieux et le vivre ensemble : il s'agit de traiter des questions de la multifonctionnalité des territoires, de la transversalité, de la beauté, de réintroduire des approches sociales culturelles, artistiques, sensibles, et d'offrir à chaque citoyen la possibilité d'être lui-même acteur des transformations. La finalité essentielle c'est l'humain et c'est pourquoi nous parlons volontiers de paysage humain, c'est-à-dire celui qui reflète un vécu des lieux de qualité.

C'est là où la question de la transition énergétique peut devenir une opportunité pour repenser la qualité paysagère et humaine de nos cadres de vie.

Pourquoi la transition énergétique est-elle une opportunité ?

Parce que la transition énergétique conduit à transformer puissamment notre cadre de vie et nos modes de vie. Elle repose classiquement sur trois piliers fondamentaux : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables. Cela passe aussi bien par des changements de comportement d'achats, de consommation, de déplacement, par de nouveaux modes d'habitation, par des économies énergétiques, par le recours aux modes d'énergies nouvelles, par des relocalisations économiques, par la valorisation de filières locales, par le développement de circuits courts, etc..

Autant de changements susceptibles d'être des facteurs d'amélioration du corps social surtout lorsque ces changements sont portés très largement par les citoyens, les institutions et les entreprises locales.

Pour la collectivité il s'agit de s'engager à maîtriser les changements énergétiques sur son territoire et à mobiliser le plus possible les acteurs locaux, artisans, PME, coopératives, associations, professionnels. C'est avec eux et par eux que les citoyens peuvent avoir prise sur les changements d'usages et de vie susceptibles d'apporter de l'amélioration humaine, notamment auprès des populations les plus fragiles qui subissent le plus le poids économique des énergies fossiles. Il faut favoriser des modes de productions à taille humaine permettant aux usagers d'être impliqués.

C'est le partage d'objectifs communs, de démarches collectives, de co-construction, d'usages et de ressources communes qui fait corps social.

Exemples d'objectifs communs : économiser la consommation et réduire la facture énergétique.

Exemple de démarches collectives : les groupes de familles à énergie positive.

Exemple d'usages et de ressources communes : les chaufferies bois et l'organisation de la valorisation du bois énergie sur le territoire.

Exemple de co-construction : les centrales villageoises photovoltaïques, l'actionnariat citoyen.

Si donc l'apport de la transition énergétique peut être vertueux sur le corps social, il n'en est pas de même obligatoirement sur le corps territorial. Il y a évidemment un danger que cette transition ne soit traitée que d'une façon technique sur la base de modèles normés, plaqués en s'affranchissant des réalités du milieu, et qui reproduirait des formes de banalisation hors sol, comme cela s'est fait avec l'ère du pétrole. L'efficacité énergétique finale en serait réduite. On assisterait à une somme de solutions techniques sans lien les unes avec les autres ni avec le territoire.

C'est pourquoi il faut que la transition énergétique se construise sur la base d'une approche spatiale afin de :

- contextualiser le projet de transition énergétique,
- de renforcer les approches intégrées et multifonctionnelles,
- d'impliquer les populations
- d'adjoindre une dimension qualitative et esthétique à la nouvelle organisation fonctionnelle des territoires.

Pour cela il faut d'abord s'appuyer sur les domaines de transformations qui ont un rapport direct à l'espace tels que

- l'économie des énergies fossiles et la fixation du CO2 et autres gaz à effet de serre
- l'implantation des énergies nouvelles : éoliennes, unités de méthanisation, chaufferies bois, panneaux photovoltaïques, géothermie, centrales hydroélectriques...,
- la remise en gestion des bois et des bocages,
- la réorganisation foncière et le changement des cultures agricoles et des modes culturels,
- l'évolution des formes urbaines de nos villages, de nos villes et de nos quartiers,
- la plantation d'arbres et la végétalisation des espaces urbanisés,
- l'usage de la pierre sèche plutôt que du béton,
- l'adaptation des espaces publics et leurs modes de gestion,
- l'implantation d'infrastructures de circulation douce et collective,
- la réorganisation des espaces de travail, d'habitat, et de commerce.

La bonne santé du corps territorial ne sera pas acquise par la seule addition des actions menées en faveur de la transition, aussi nobles et vertueuses soient elles. C'est pourquoi il y a un important travail à faire pour mettre en cohérence les actions d'un projet spatial de transition énergétique qui prenne en considération l'histoire et la géographie, les ressources et les usages de la terre, de l'eau, de l'ensoleillement et de l'air, les données patrimoniales et organisationnelles propres au territoire, les organisations sociales, les savoirs faire, les situations sociales et les ressources humaines.

C'est l'interaction entre un mouvement citoyen de réappropriation locale des enjeux énergétiques et de ses moyens de production, et l'attention portée à la qualité du cadre de vie et aux biens communs du territoire, qui va constituer le paysage de l'après pétrole. Il s'agit de créer une dynamique négociée, ouverte et prospective sur l'efficacité et la qualité du cadre de vie de la transition énergétique

Les territoires TEPOS sont sûrement des terrains favorables pour créer une telle interaction. En effet s'affranchir des énergies carbonées et des matériaux qui sont issus des ressources fossiles demande

de s'appuyer au maximum sur les ressources naturelles et humaines propres à chaque territoire. Il s'agit en quelque sorte de relocaliser les lieux de productions énergétiques, c'est-à-dire de rapatrier sur le territoire des richesses économiques importantes et d'imaginer des modes de vie plus économes.

Par exemple dans le pays du Midi Quercy (Tarn et Garonne), la facture énergétique du territoire est de 130 millions d'euros qui partent ainsi à l'extérieur. Un premier objectif fixé pour 2030 est d'en récupérer 26 millions par le recours à des conseils en énergie partagée, la rénovation thermique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables adaptées au territoire : photovoltaïque, filière bois, hydrothermie... Cette récupération de flux financier est réinvesti localement au bénéfice du territoire pour créer de la richesse, réaliser les investissements nécessaires, adapter et former les entreprises, créer de l'emploi. C'est le sens même des processus TEPCV (Territoires à énergie positive pour la croissance verte).

Pour réussir l'interaction que nous venons d'évoquer Il faut inventer un nouveau modèle d'organisation du territoire basée sur une acceptabilité sociale qui doit toucher le plus grand nombre d'habitants et d'acteurs locaux. Les nouveaux paysages de l'après pétrole (des territoires à autonomie énergétique) sont à construire sur la base d'une approche spatiale de qualité et d'une dynamique citoyenne forte.

Comment faire ? Le bon gouvernement de l'organisation et de la vie d'un territoire

Il y a lieu de s'appuyer sur des référentiels, sur un fil conducteur permettant de prendre en compte tous les éléments fondateurs d'un paysage de l'après-pétrole. L'important est de croiser deux familles de critères : ceux liés aux fonctions humaines qui organisent la vie sur un territoire et ceux liés aux approches paysagères que nous connaissons permettant d'inscrire ces fonctions humaines dans une réalité territoriale singulière.

Nous nous appuyons à la fois sur un référentiel que le collectif a travaillé en vue d'analyser et d'évaluer des expériences européennes, et sur la transposition contemporaine menée par Julien Dossier de « l'Allégorie des effets du bon gouvernement », fresque d'Ambrogio Lorenzetti peinte en 1339 à la demande du gouverneur de Sienne. (Julien Dossier est consultant en stratégie bas carbone, enseigne la ville durable à l'école des Mines et HEC, et est codirecteur du programme Eco City).

Ces référentiels regroupent les domaines qui concernent la vie des gens, des organisations, des entreprises, des modes de développement et d'aménagement du territoire, domaines sur lesquels la stratégie de transition énergétique va apporter des changements. Ce sont des modes nouveaux d'urbaniser, d'habiter, de consommer, de se nourrir, de produire, de se déplacer, de se chauffer, d'éduquer, de vivre ensemble, de se soigner, de gérer les ressources et les milieux naturels. Ces domaines qui viennent d'être évoqués sont ceux du référentiel retenu par notre collectif. Ceux du référentiel que propose Julien Dossier dans son travail d'actualisation de la fresque du bon gouvernement sont plus larges. La liste qu'il en déduit est composée de 24 champs qui relèvent à la fois des transitions énergétiques, écologiques et sociales et sur lesquels ces transitions apportent de nouveaux paradigmes.

Il y a donc deux travaux à mener en parallèle, en mobilisant et en donnant envie au plus grand nombre de gens d'être acteurs des transitions nécessaires à la construction d'une civilisation plus juste, en symbiose et non en lutte avec son environnement. D'une part celui des changements de mode de vie, changements sociétaux, auxquels appellent les transitions énergétique et écologique. D'autre part celui de l'inscription de ces changements sociétaux dans les réalités spécifiques propres à chaque territoire

Tel sont les travaux que tout territoire peut se donner en adaptant selon ses particularités géographiques, historiques, culturelles et sociales les différents champs de changement qui le concernent le plus parmi ceux proposés.

Ce sont par exemple :

- Travailler la question agricole pour recomposer le parcellaire de façon à produire sans engrais ni pesticides, avec peu de mécanisation, en promouvant les pratiques d'agro-écologie, en instituant un système local de nourriture saine et de circuits de proximité.
- Travailler la manière de se passer des énergies fossiles par une exploitation intelligente de toutes les ressources renouvelables qu'offre un territoire (eau, ensoleillement, air, bois, pierres, déchets...), et organiser l'espace pour faciliter d'importantes économies d'énergie dans les modes d'habiter, de consommer, de se déplacer.
- Travailler sur un ancrage économique territorial, favorisant une relocalisation économique de ce qui peut être produit localement, favorisant l'indépendance des entreprises et la création de réseaux d'entreprises, favorisant le respect des salariés et du dialogue social, favorisant les pratiques de l'économie circulaire.
- Composer l'espace urbain en utilisant des ressources naturelles pour réintroduire de la biodiversité, pour sensibiliser aux questions d'environnement, pour rendre les lieux de vie plus agréables, pour installer des jardins partagés et encourager la pratique du jardinage, pour créer des espaces de citoyenneté, pour offrir de la beauté et pour apprécier la richesse du vivant
- Créer des mécanismes de démocratie directe permettant d'exprimer les savoirs et les envies de chacun en donnant la voix aux citoyens issus des différents milieux et catégories professionnelles pour prendre les décisions qui les concernent et les impliquer dans la mise en œuvre des projets et des actions, facilitant aussi l'intégration des nouveaux arrivants.
- Concevoir autrement l'urbanisation des villages, des bourgs, des villes et de leurs périphéries pour limiter la consommation énergétique et foncière, pour privilégier la relation entre l'environnement bâti et la qualité de vie des gens, pour créer et revitaliser des espaces publics de qualité, pour assurer le confort et la sécurité des piétons, pour intensifier l'usage du vélo, pour mettre les bâtiments au service des habitudes de vie, pour agir selon une pensée urbaine plus économe en pétrole et portée par plus d'humanisme.
- Agir sur l'éducation pour apprendre aux enfants, dès la maternelle et la primaire, à coopérer, à résoudre leurs conflits, à trouver leur bonne méthode d'apprentissage, à apprendre des savoir-faire indispensables, à vivre harmonieusement avec eux-mêmes, les autres et la nature, à exprimer leurs talents, à exercer leurs passions, le tout en lien avec la découverte du sens et des formes du paysage dans lequel ils vivent.

- Favoriser une relation forte entre les citoyens et leur paysage de vie, en redonnant de l'importance au rapport sensible avec les lieux, pour en ressentir l'essence et la cohésion sociale qu'ils peuvent inspirer. Eveiller un rapport intime avec des lieux, pour faire ressentir les liens qui nous unissent à nous-mêmes, aux autres et au monde. Faire du paysage une source d'inspiration profonde permettant de bien discerner le sens des décisions humaines qui s'inscrivent dans l'espace.
- Etc...

Ces travaux, il faut leur donner un visage, montrer à quoi ces transitions pourraient ressembler avec les changements qu'elles apportent. Les images du Scénario Afterre 2050 travaillé par Solagro, illustrées par Initial et soutenues par le collectif PAP (Paysages de l'Après-Pétrole) sont très démonstratives à cet égard. De même l'allégorie paysagère révélant la transposition contemporaine de la fresque du bon gouvernement est également une façon de construire une représentation spatiale harmonieusement équilibrée des effets des transitions à la fois énergétique, écologique et sociale.

C'est aussi à partir des expériences les plus abouties dans tous les domaines (agriculture, énergie, habitat, économie, éducation, démocratie...), qu'il est possible de se rendre compte du type de paysage nouveau, celui d'un vécu humain de transitions maîtrisées et voulues par les citoyens. Le film « Demain » est très démonstratif à cet égard, apportant les images correspondantes à des dynamiques de transformation très engagées.

Ainsi doit-on offrir aux territoires la possibilité de concevoir leur propre image en identifiant et en travaillant les domaines de changement à partir des caractéristiques et des ressources naturelles, historiques, humaines et sociales qui leur sont propres. Par exemple en repérant dans le paysage les composants de notre référentiel ou de la fresque, puis en imaginant comment les changements apportés par la transition énergétique sur ces fonctions pourraient faire évoluer les paysages. C'est la possibilité donnée à un territoire de concevoir sa propre fresque du bon gouvernement, visage d'une transition réussie !

C'est aussi en repérant sur son territoire les initiatives pertinentes liées aux questions de paysages et de transitions, portées par des acteurs locaux engagés. Avec une démarche participative sur le terrain, le regard commun construit à partir des expériences locales, de la parole de leurs acteurs et du ressenti sur le terrain, permet de générer des solutions qui articulent positivement les questions de transitions et de paysages.

L'élaboration de cette nouvelle vision d'un futur possible devrait contribuer à entraîner sur les territoires un grand nombre d'habitants dans la construction d'une société nouvelle à l'instar de ce que le rêve « du progrès » a suscité au XXe siècle.

La corrélation est évidente entre les façons dont un territoire va utiliser ses ressources pour engager les transitions et le paysage humain et écologique qui le caractérisera.

C'est le degré d'appropriation citoyenne et territoriale des transitions qui façonnera le paysage de demain. On est là dans une dynamique de créativité paysagère bien loin des mouvements « de

défense des paysages » qui, à partir d'inquiétudes parfois légitimes attisent les tensions et retardent, par simple réflexe de conservation, des transformations utiles, nécessaires et urgentes pour les populations et pour notre planète.

Faire corps avec son ancrage territorial, telle doit être la dimension principale et fondatrice des Paysages de l'Après-Pétrole pour mettre fin à la relation de pillage et de destruction naturels et sociaux. Une culture des lieux doit inspirer un nouvel art du temps et de l'espace pour lequel les transitions énergétiques, écologiques, économiques, numériques, territoriales et sociétales doivent œuvrer.

Yves Gorgeu et Baptiste Sanson (collectif PAP), mars 2016